



**MAIRIE DE  
LABASTIDETTE**

**NON OPPOSITION A UNE DEMANDE DE  
DECLARATION PREALABLE**

**DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

**DEMANDE DE DECLARATION PREALABLE -  
LOTISSEMENTS ET AUTRES DIVISIONS FONCIERES  
NON SOUMIS A PERMIS D'AMENAGER**

Déposée le	05/03/2024
Par	SC2L IMMO
Demeurant à	15 Allée Artémisia 31470 Fontenilles
Représenté par	Monsieur BESSIERES Sébastien
Pour	Création de deux lots à bâtir
Sur un terrain sis	33 chemin du Banqué

**Référence dossier**

**N° DP 031253 24 M0020**

Surface du terrain :	1 807 m <sup>2</sup>
Surface des lots créés :	Lot 1 = 510 m <sup>2</sup> Lot 2 = 647 m <sup>2</sup>

**LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE,**

Vu la demande de Déclaration préalable - Lotissements et autres divisions foncières non soumis à permis d'aménager susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-4, et R.421-17,

Vu l'arrêté préfectoral du 22/12/2008, portant approbation du Plan de Prévention des risques naturels prévisibles de mouvements différentiels de terrain consécutif au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux, exécutoire le 20/04/2009,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil Municipal le 24 janvier 2008 et exécutoire le 7 février 2008, modifié une quatrième et cinquième fois en date des 3 octobre 2017 et 11 janvier 2018 et exécutoire en date du 24 janvier 2018, ayant fait l'objet d'une modification simplifiée n° 2 approuvée le 02 décembre 2019 exécutoire le 09 décembre 2019,

Vu le certificat d'urbanisme opérationnel N° CU 031 253 23 M0072 délivré le 17 janvier 2024,

Vu l'avis Favorable avec prescriptions du Service Voirie du Muretain Agglo en date du 28 mars 2024

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

**Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable pour le projet décrit dans la demande susvisée.**

**ARTICLE 2 :**

La présente autorisation est assortie des prescriptions particulières suivantes :

- **Les prescriptions émises par le Service Voirie du Muretain Agglo devront être respectées.**

Fait à LABASTIDETTE

Le 29/03/2024

Le Maire,  
Olivier AUTHIE



Suivant l'article R 424-12 du Code de l'Urbanisme, la décision et le dossier sont transmis au Sous Préfet le

Suivant l'article R 423-6 du Code de l'Urbanisme, l'avis de dépôt de la présente demande a été affiché à compter du

La présente autorisation est affichée en mairie à compter du

#### INFORMATION RELATIVE A LA FISCALITE DU PROJET :

L'autorisation d'urbanisme pourra donner lieu au versement de la Taxe d'Aménagement. Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP),

Sur présentation d'un justificatif, le montant de cette taxe est susceptible d'être réduit si le logement a été financé à l'aide d'un prêt à taux zéro.

*La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 421-2-4 du Code de l'urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa transmission*

---

### **INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT**

---

**AFFICHAGE:** Dès la date à partir de laquelle des travaux peuvent être exécutés, la mention de la notification des prescriptions doit être affichée sur le terrain par les soins du déclarant, de manière visible de l'extérieur, pendant au moins deux mois et pendant toute la durée du chantier, si celle-ci est supérieure à deux mois. Elle est également affichée en mairie pendant deux mois.

**DURÉE DE VALIDITÉ :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

**DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :** Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

